

Extrait du Citoyens Unis pour Châtenay-Malabry

<http://cucm.lautre.net/nos-elus/tribunes/2007/article/mai-2007-au-guichet-de-la-societe>

Mai 2007 : Au guichet de la Société Générale...

- Nos élus
- Tribunes CUCM 2001 à 2008
 - 2007
 -

Date de mise en ligne : mercredi 2 mai 2007

Copyright © Citoyens Unis pour Châtenay-Malabry - Tous droits réservés

Le 9 mars dernier, une jeune femme africaine, en stage dans une boulangerie pâtisserie de la ville, s'est présentée au guichet de l'agence bancaire rue Jean Longuet pour ouvrir un compte. Elle est ressortie encadrée par des policiers et sous le coup d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Grâce au soutien du MRAP, le recours au tribunal administratif a très rapidement cassé cet arrêté. Un appel téléphonique de l'agence au commissariat pour vérifier l'exactitude du titre de séjour, c'est à dire la régularité de son séjour sur le sol français a déclenché cette arrestation.

Or la seule nécessité pour ouvrir un compte bancaire, impérative pour lutter contre l'argent sale, est la justification de l'identité du client, (fournir un passeport étranger par exemple) ce qui est totalement indépendant de la régularité du séjour.

Nous dénonçons cet excès de zèle de la Société Générale, qui aurait pu se contenter de demander une autre pièce d'identité ou au plus refuser l'ouverture du compte. L'arrestation d'un étranger en pleine ville est dans la droite ligne des arrestations au guichet des préfectures, alors que le plus souvent les étrangers y sont expressément convoqués ! La dernière arrestation de ce genre a été perpétrée à la préfecture du 92 à l'encontre d'un père de famille qui, rapidement expulsé, laisse seuls femme et enfants. Ces "ruses de chasseur" inacceptables ont pourtant été dénoncées par le Conseil d'Etat. Malgré tout, les arrestations des familles à la sortie des écoles continuent, même s'il faut employer les gaz lacrymogènes quand parents et enseignants solidaires résistent. La délation, les arrestations piégées, ces relents de la plus noire période de l'Etat Français, c'est l'avenir de la France que nous redoutons pour les prochaines années.

C'est pourquoi, nous demandons aux Châtenaisiens de montrer leur désapprobation en agissant en citoyens et consommateurs responsables.

Geneviève Colomer, Jean-Marc Charasz, Murielle Hardy